



COMMUNE DE  
**HAMOIS**

## CONVOCAATION AU CONSEIL COMMUNAL

Hamois, le vendredi 14 juin 2019

Conformément à l'article 97 de la Loi communale, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du **CONSEIL COMMUNAL** qui aura lieu le **lundi 24 juin 2019 à 19h30** en la Maison communale, sise à Emptinne.

### ORDRE DU JOUR

1. **Approbation du PV** de la séance précédente
2. **Balade et Patrimoine** – A la découverte des nichoirs – Information
3. **Conseil communal des Enfants** – Bilan - Information
4. **Communication décisions tutelle** – Information
5. **Comptabilité communale** :
  - a. Situation de caisse – Information
  - b. Compte de l'enseignement – Information
6. **Fabriques d'églises** – Comptes 2018 – Décisions
7. **Marchés publics** :
  - a. Renouvellement et déplacement de la chaudière de l'école de Mohiville - Approbation des conditions et du mode de passation - Décision
  - b. Désignation d'un auteur de projet - Aménagement rue du Relais 4 - Approbation des conditions et du mode de passation - Décision
  - c. Désignation d'un auteur de projet - Construction de bureaux et locaux pour le personnel du Service Travaux - Approbation des conditions et du mode de passation - Décision
  - d. Fourniture d'un logiciel de gestion des séances délibératives – Choix de l'application de l'exception « In House » et approbation des conditions du marché – Demande de convention à IMIO – Intercommunale de Mutualisation Informatique et Organisationnelle – Décision
8. **Plan d'Investissement Communal** – Programmation 2019/2021 – Approbation des fiches voiries et bâtiment – Décision
9. **Travaux** – Déclassement de matériel communal – Décision
10. **Eclairage public** – Modernisation/remplacement - Convention ORES – Décision
11. **Cimetières** – Concessions – Décisions
12. **Actions CRHM** – Information
13. **Exposition 14-18** – Bilan – Information
14. **Sentiers d'Art** – Information
15. **Divers** – Information

### CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION

Art.L1122-12 - Le Conseil est convoqué par le Collège communal. Sur demande d'un tiers des membres en fonction, le Collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Art. L1122-13§1 - Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours avant celui de la réunion. elle contient l'ordre du jour. Ce délai sera toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3. Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

Art.L1122-15 - Le Bourgmestre ou celui qui le remplace préside le Conseil. La séance est ouverte et close par le Président.

Art.L1122-17 - Le Conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13 et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu ; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

Art.L1122-24 - Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Bourgmestre ou à celui qui le remplace au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le Conseil.

Il est interdit à un membre du Collège Communal de faire usage de cette faculté. Chaque point de l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération. Le Conseiller communal qui demande l'inscription à l'ordre du jour d'un point donnant lieu à une décision joint à sa demande un projet de délibération.

Art.L1122-26§1 - Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages ; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Par Ordonnance,

M. WILMOTTE  
Le Directeur général

Valérie WARZEE-CAVERENNE  
La Bourgmestre

